



Déclaration liminaire UNSA

CP Restauration du 9 mars 2021

L'UNSA Fonction Publique est inquiète de l'état de santé des restaurants interadministratifs (RIA). Ceux-ci faisaient déjà face à la forte baisse de fréquentation due à la crise sanitaire et, en conséquence, à une trésorerie fragilisée. Un certain nombre est impacté par les difficultés d'installation et fonctionnement des secrétariats généraux communs départementaux, créés au 1^{er} janvier 2021. Des retards de paiement des subventions de fonctionnement par ces secrétariats généraux communs grèvent un peu plus cette trésorerie fragilisée, menaçant des RIA dans leur existence.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'UNSA Fonction Publique alerte quant aux difficultés rencontrées par la restauration collective. Elle avait demandé une aide juridique, il a fallu six mois pour que la DGAFP comprenne a minima la nécessité de cette aide face aux prestataires. Faudra-t-il attendre encore six mois pour se pencher sur cette problématique et attendre la disparition de plusieurs RIA ? Lors de l'assemblée plénière du CIAS le 13 janvier, la DGAFP, par la voix de sa directrice générale, affirmait vouloir présenter un état des lieux financiers des RIA, au cours du 1^{er} trimestre 2021. Ce travail de recensement est-il finalisé, pour une présentation rapide ? Si c'est le cas, alors les réponses à apporter devront être prises dans un délai court. Ce qui est en jeu, c'est la restauration des agents et par conséquent leur qualité de vie au travail.

L'UNSA Fonction Publique rappelle sa demande de mise en place d'un observatoire des bonnes pratiques de la restauration administrative (RIA et RA).